

30 septembre 2020

QUELS LEVIERS POUR RENDRE « ONE HEALTH » PLUS OPERATIONNEL ?

RESUME

Le « [Sommet One Health](#) » s'est tenu le 22 septembre 2020 à Paris en format semi-digital. Cet événement était parrainé par le député LREM Jean-Baptiste Moreau, organisé avec le soutien de MSD Santé Animale et animé par agridées. Il a réuni 25 intervenants représentant les organismes publics et privés français, européens et internationaux impliqués dans ce concept de santé globale ainsi que les acteurs des mondes de la santé humaine, animale et environnementale. Leur réflexion, retours d'expérience et propositions ont contribué à une réflexion collective pour rendre One Health plus opérationnel et plus efficace pour prévenir et gérer les maladies infectieuses, dans le contexte de pandémie de Covid-19. Ils ont identifié une série de leviers pour renforcer le décloisonnement entre les trois santés (gouvernance, formation, recherche, plateformes de surveillance, innovation, réglementation) tout en mettant en garde contre un « One Health à tout prix ». Ils ont également proposé de revoir le périmètre de One Health en y renforçant la place de la santé environnementale, en tenant mieux compte de la santé des végétaux, en l'élargissant aux sciences humaines et sociales, et en y intégrant le bien-être animal.

TABLE DES MATIERES

Résumé	1
Table des matières.....	1
Le contexte	2
Renforcer le décloisonnement	3
Organiser la gouvernance de One Health	3
Mettre en place des formations conjointes médecins/vétérinaires.....	4
Encourager la recherche conjointe en santé humaine/animale.....	4
Connecter les plateformes de surveillance	4
Répondre aux besoins d'innovation par une dynamique industrielle	5
Tendre vers une cohérence entre réglementations	5

Un concept pas toujours pertinent	5
Revoir le périmètre du concept One Health.....	5
Renforcer la place de la santé environnementale.....	5
Mieux prendre en compte la santé des végétaux	6
Elargir aux sciences humaines et sociales.....	6
Intégrer le bien-être animal.....	6
Conclusion	7

LE CONTEXTE

« One Health » est un concept international né en 2010 à l’initiative de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), de l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l’Organisation mondiale de la santé animale (OIE) réunissant les santés humaine, animale et environnementale et considérant les interdépendances fortes entre ces trois dimensions afin de mieux briser les chaînes de transmission des maladies infectieuses. Son objectif est de rendre le monde plus sûr en renforçant nos capacités à prévoir, détecter, réagir et apporter des réponses aux épidémies de maladies infectieuses dans un contexte de crises sanitaires mondiales, de zoonoses et de pathologies résistantes aux antibiotiques. Notons que le risque de pandémie est accru par le contexte de mondialisation des échanges et du changement climatique.

La pandémie actuelle de Covid-19 a en quelque sorte « réveillé » ce concept. Cette maladie infectieuse et très contagieuse est une zoonose, c’est-à-dire une maladie qui se transmet des animaux vertébrés à l’homme. Fait peu connu du grand public, 60% des maladies infectieuses humaines sont zoonotiques et 75 % des maladies infectieuses émergentes de l’homme sont des zoonoses¹, comme l’a rappelé le ministre de l’Agriculture et de l’Alimentation Julien Denormandie dans la vidéo qu’il a tournée pour ce [Sommet One Health](#). Ajoutons que 1 décès sur 8 est lié à un mauvais environnement selon l’Agence européenne de l’environnement, a indiqué Véronique Trillet-Lenoir, Eurodéputée Renew Europe.

Et pourtant, le sentiment général des représentants du monde vétérinaire présents à ce Sommet est la frustration, l’incompréhension face au monde médical de notre pays qui n’a finalement pas accepté leur aide pour gérer la pandémie Covid-19, malgré l’urgence. Ce n’est pas faute d’avoir essayé : la filière vétérinaire a mobilisé son expérience (coronavirus bien connus dans le monde animal, habitude de gestion populationnelle des épidémies alors que la médecine humaine est plus centrée sur l’individu, comme rappelé par Jean-Luc Angot, Président de l’Académie Vétérinaire de France), ses compétences (les briques de la biologie humaine et animale ne sont-elles pas les mêmes ?), ses services (réseaux de surveillance, laboratoires), et même son

¹ [D’après l’OIE](#)

industrie (capacité industrielle assurée pour produire des tests). En vain : « le monde de la santé animale n'a pas trouvé sa place » auprès du monde de la médecine humaine, a indiqué Jacques Guérin, Président du Conseil National de l'Ordre Vétérinaire. Au final, Jean-Louis Hunault, président du Syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostic Vétérinaire (SIMV) résume ainsi la situation : « Nous avons assuré la publicité suffisante pour proposer des capacités industrielles pour produire des tests, mais il y a eu un très faible recours aux compétences de la filière vétérinaire (des laboratoires fabricants, voire la recherche, aux laboratoires d'analyse et jusqu'à la profession vétérinaire) : il y a là à tirer les leçons de cette crise pour que demain les vétérinaires soient considérés comme des professionnels de santé et de prendre conscience qu'il y a un réseau de laboratoires vétérinaires d'analyse mobilisables ».

Tout l'enjeu est là : comment être mieux préparé pour affronter la prochaine crise sanitaire ? Pour Loïc Evain, Directeur général adjoint et chef des services vétérinaires à la Direction générale de l'alimentation du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, c'est le moment : il faut profiter du « momentum », avec non seulement les enseignements de la crise liée à la pandémie de Covid-19 mais également l'avènement du Programme National Santé Environnement (PNSE) 4 et la mise en place des nouveaux règlements européens sur la santé animale et la santé végétale.

RENFORCER LE DECLOISONNEMENT

Les participants du Sommet du 22 septembre 2020 se sont accordés sur la nécessité de casser les silos et de lancer travaux plus transversaux, pour aller au-delà des corporatismes. Ils ont proposé différents leviers :

Organiser la gouvernance de One Health

Roxanne Feller, Secrétaire générale de AnimalHealthEurope, a proposé qu'un Conseil européen One Health soit formé, dans une approche transversale entre Conseils de l'agriculture, de l'environnement et de la santé. De même, un intergroupe des parlementaires européens pourrait être formé sur One Health. En France, trop de ministères sont aujourd'hui impliqués dans la santé des animaux, selon Jacques Guérin, et une structure doit émerger pour coordonner ces ministères.

Pour Loïc Evain, le **Programme Nationale Santé Environnement (PNSE) 4**, qui est en préparation, est une opportunité pour décloisonner et fixer des opportunités d'action partagées entre les ministères de la Santé, de la Transition écologique et de l'Agriculture et l'Alimentation.

Si la bonne coordination entre les services vétérinaires des différents Etats-membres de l'Union européenne a été saluée, un système équivalent n'existe pas en santé humaine. Loïc Evain, chef de ces services en France, a remarqué que cette différence venait de leurs socles juridiques. En effet les Traités de l'Union européenne ne contiennent pas les politiques de santé publique contrairement aux politiques de santé animale, végétale, vétérinaire. Véronique Trillet-Lenoir,

Eurodéputée Renew Europe, s'est elle-même prononcée en faveur d'une véritable **politique européenne de santé publique**.

Loïc Dombrevail, vétérinaire et député LREM, a souligné que One Health était peu connu du grand public et rarement intégré dans les prises de décision des gouvernements.

Mettre en place des formations conjointes médecins/vétérinaires

Une autre proposition reprise par de nombreux intervenants a été de mettre en place des formations conjointes entre médecines humaine et vétérinaire, tant au niveau de l'Enseignement supérieur que de la formation continue, pour instaurer une culture du « travail ensemble ». Au niveau de la formation initiale, Laurent Perrin, président du Syndicat National des Vétérinaires Libéraux (SNVEL) et Philippe Vermesch, président du Syndicat des Médecins libéraux, ont proposé des modules communs, tandis que Loïc Evain a évoqué la possibilité d'un cycle de Hautes Etudes de Santé Globale. Au niveau de la formation continue des médecins et des vétérinaires, les sujets des morsures et des parasites, de la maladie de Lyme, pourraient être utilement traités de manière conjointe.

Encourager la recherche conjointe en santé humaine/animale

Jean-Louis Hunault a cité en exemple le Domaine d'Innovation Majeur One Health en Ile de France et demande à ce que d'autres régions se mobilisent pour encourager des programmes de recherche transdisciplinaires également. Les partenariats public-privé doivent être encouragés. Un exemple est le réseau français de Santé animale, qui travaille sur les liens animal-homme avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) dans la transmission de la Covid-19 (plateforme technologique qui rassemble des représentants de l'industrie du médicament vétérinaire, de la recherche en santé animale et des autorités de réglementation).

Connecter les plateformes de surveillance

Interconnecter les réseaux de **médecins sentinelles** et de **vétérinaires sentinelles**, en lien étroit avec les **éleveurs** a été une autre proposition forte de ce Sommet. Joël Limouzin, membre du Bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) chargé des risques climatiques et sanitaires, a souligné le rôle-clé du couple éleveur-vétérinaire pour agir le plus tôt possible. La surveillance de la santé environnementale doit y être intégrée.

Pour Alexandre Bleibtreu, infectiologue et trésorier adjoint de la Société de Pathologie Infectieuse de Langue Française (SPILF), **surveiller la qualité des eaux usées** donne une bonne indication de l'état de santé d'une population, par exemple en mesurant le taux d'ARN dans les eaux usées. Pour Jean-Louis Hunault, « le SIMV aurait sa place dans la plateforme d'épidémiosurveillance ».

Répondre aux besoins d'innovation par une dynamique industrielle

Le besoin de recherche, développement et innovation pour les antibiotiques, les vaccins, et les nouvelles technologies a été souligné par les représentants de l'industrie : Jean-Louis Hunault et Marie-Anne Barthélémy pour le SIMV et Thomas Borel pour Les Entreprises du Médicament (LEEM). Un point de vigilance important : les antibiotiques actuellement sur le marché sont assez anciens et les nouveaux seront réservés à la médecine humaine. L'industrie du médicament vétérinaire pourra produire des « antibiotiques verts » (anciens antibiotiques désignés, reformulés pour qu'ils aient moins d'impact sur l'environnement).

Tendre vers une cohérence entre réglementations

Les évaluations de l'impact environnemental des médicaments humains et animaux pourraient converger. Jean-Pierre Orand, Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire, souligne que l'évaluation des médicaments vétérinaires tient compte de l'écotoxicité depuis 2001 sur la base d'un équilibre risques/bénéfices : l'évaluation des médicaments en santé humaine pourrait-elle s'en inspirer ? Les questions de l'écoconception, de green design, de gestion des déchets des médicaments dans l'environnement sont des axes importants des réglementations.

Un concept pas toujours pertinent

Plusieurs intervenants ont mis en garde contre la transversalité systématique : attention au « One Health à tout prix », « ce concept ne doit pas devenir un carcan » pour Franck Berthe et Jean-Yves Madec en particulier. Il n'est pas toujours pertinent de travailler en interdisciplinarité à tous les niveaux, et certains projets méritent d'être approfondis isolément avant de les relier à d'autres disciplines.

REVOIR LE PERIMETRE DU CONCEPT ONE HEALTH

Renforcer la place de la santé environnementale

Pour sa part, Marie-Laure Métayer, adjointe au Directeur eau et biodiversité au ministère de la Transition écologique, a défini la santé environnementale comme le **fonctionnement des écosystèmes**. Elle a appelé à renforcer l'interdisciplinarité en conviant des écologues, en particulier dans les programmes de recherche et de surveillance, à rejoindre les équipes de scientifiques spécialistes des santés humaine et animale, notamment pour surveiller les trajectoires des territoires.

Au niveau international, les organisations impliquées dans One Health en tripartite sont l'OMS, la FAO et l'OIE. La Banque Mondiale est également un partenaire-clé en apportant des investissements et des financements dans un grand nombre de pays en développement, a rappelé Franck Berthe,

membre du projet REDISSE à la Banque Mondiale. Mais à ce jour, les organisations internationales en matière d'environnement (Programme des Nations Unies pour l'Environnement-PNUE) et de biodiversité (Convention Internationale sur la Diversité Biologique-CDB) ne participent pas à cette date à cette coordination internationale, ont noté, sinon regretté, plusieurs intervenants tels que Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Franck Berthe et Elisabeth Erlacher-Vindel. Jean-Luc Angot a fait part d'un projet émergent de mettre en place un Groupe à Haut Niveau (une sorte de GIEC de la santé) qui associerait tous les acteurs : FAO, OIE, OMS, PNUE, écologues.

Mieux prendre en compte la santé des végétaux

Loïc Evain et Jean-Luc Angot ont rappelé le rôle-clé de la santé des végétaux dans le concept de santé globale, depuis la terre jusqu'à la santé des consommateurs, tant au niveau de la recherche que de la surveillance. Les **plateformes de surveillance** en France existent pour la santé végétale, animale et humaine, ainsi que de la sécurité sanitaire des aliments et leur collaboration doivent être développée. Au sein du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Direction générale de l'alimentation fait le lien entre la santé des végétaux, la santé des animaux et la qualité sanitaire des aliments.

Joël Limouzin et Pascal Ferey, en tant qu'éleveurs, ont mis en avant l'importance de la qualité sanitaire des végétaux qui entrent dans l'**alimentation de leurs animaux** pour que ceux-ci soient en bonne santé.

Ce volet a fait écho au colloque interacadémique « [Santé du végétal, une seule santé et un seul monde](#) » dans lequel agridées avait également été impliqué le 28 janvier 2020.

Elargir aux sciences humaines et sociales

Marie-Laure Métayer a demandé à intégrer des **urbanistes** et des **sociologues** dans la surveillance des trajectoires de territoire, afin de gérer les crises sanitaires plus efficacement.

Jean-Yves Madec, Directeur scientifique en charge de l'antibiorésistance à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, de l'environnement et de la santé (ANSES) a cité son propre exemple, encadrant actuellement une thèse de **philosophie**, dans la recherche d'une pluridisciplinarité élargie, pour rendre One Health plus efficace.

Intégrer le bien-être animal

La santé n'est pas le seul concept global. Au niveau international, il est question de "One World, One Health, One Science, One Welfare". Le bien-être des éleveurs est lié à celui de leurs animaux.

Le **bien-être et la santé sont liés**. En effet, l'absence de douleur, de lésions et de maladie fait partie des cinq libertés qui constituent le bien-être, selon sa définition internationale, comme l'a rappelé Ghislain Zuccolo, Directeur général de Welfarm, association en faveur du bien-être animal.

Les consommateurs sont demandeurs d'une information plus transparente et plus globale (qualité nutritionnelle, impact sur le climat et bien-être animal), a rappelé Matthieu Riché, Directeur RSE du Groupe Casino. Ce distributeur est pionnier en France dans la mise en place d'un **étiquetage** en matière de bien-être animal, sur la base d'un référentiel de 230 critères, définis collectivement avec d'autres acteurs (élevage, distribution, ONG de bien-être animal dont Welfarm).

D'autres initiatives existent en Europe, en particulier en Allemagne, au Danemark et en Grande-Bretagne. Une des priorités de la présidence allemande du Conseil européen est la réflexion sur un étiquetage sur le bien-être animal au niveau européen, a indiqué Loïc Evain. Il convient d'éviter les distorsions de concurrence entre Etats-membres, en fonctionnant avec des critères harmonisés. Comment objectiver le bien-être ? s'avère être une question centrale. En France, au sein du Conseil National de l'Alimentation, il existe une réflexion sur la valorisation des modes d'élevage et de production, dont le bien-être animal.

CONCLUSION

Les principaux objectifs de cet événement étaient de mobiliser les acteurs, parties prenantes et les pouvoirs publics autour de « One Health » et d'identifier différents leviers d'actions pour que ce concept devienne plus opérationnel et plus efficace. Ces deux objectifs ont été atteints. Il reste à formaliser les idées qui ont émergé et à les porter auprès des décideurs politiques pour que la réaction à la prochaine crise sanitaire soit mieux préparée et mieux gérée. « Lors d'une prochaine pandémie, ne pas avoir préalablement œuvré à l'organisation des connections entre les trois santés sera une faute politique » pour Loïc Dombrevail. Celui-ci organise le 1^{er} octobre 2020 un autre événement One Health, prochaine étape complémentaire pour concrétiser ce concept.

Marie-Cécile Damave
Responsable innovations et affaires internationales